

[Texte]

Mr. Prud'homme: In the 75 per cent or in the 25 per cent? Or in both?

Mr. Robinson: I do not believe there are as many non-Canadians as are intended, eventually.

• 2110

Mr. Prud'homme: I do not think it is in the terms of reference of the Committee but I want to ask another question. On the renting of embassies—a policy that I certainly approve of having seen some of the embassies that Canada bought instead of renting in some countries—I was just wondering whether this policy is to be stopped, or are we moving in the direction of buying instead of renting? It is very important, I think. It is very expensive. I think those who we saw a few years ago—and I do not want to pin down the few that I have in mind—were quite good administrators in buying in advance embassies instead of renting. I thought that this could be in the Canadian interest abroad, but after your question I realize it is not . . .

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, I think there is a trend now to purchase, if possible, rather than rent or lease. As I understand it, the analysis of Treasury Board would support the long-term advantage of the government's acquiring property.

Mr. Prud'homme: And last, Mr. Chairman, because I kept a good note of the timing of every member so I want to do likewise for myself. We talked about increasing the cost of the passport and it is in the item there, Item 15a. Has there been any final decision taken after the Board decided that the raise was excessive? Now we are going from \$10 per passport to, I think, \$12 or \$13. Has there been now a decision taken to revert back to the previous cost or to go according to the direction so well put in Bill C-73, on which I hope we will vote tonight.

Mr. MacEachen: We have gone ahead with an increase for the passport from \$10 to \$12.

Mr. Prud'homme: Do you not think it would be an excellent gesture on the part of the government to show leadership and revert back to a 10 per cent increase and charging \$11. Although it may sound very picky—I see some of my colleagues, probably extremely rich, laughing, because 10 to 12, is not too big a difference—some might not care but it is preaching by example and I can not imagine why we should not ourselves revert back to at least \$11. I would prefer \$10.

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, Mr. O'Toole may want to comment further, but we have a revolving fund account for passports and the purpose is to establish a rate over the long term that will meet the cost of providing the service to citizens in Ottawa and distribution in centres outside of the capital. Our objective is to establish a passport fee that will meet the costs and provide the service. That is the rationale. I hope we meet the cost pass-through provisions of the anti-inflation program.

Mr. Prud'homme: On the same question. It is very short, sir. I understand the rationale but may I suggest to the Minister to look, in order to avoid unnecessary criticism, at making it 10 per cent this year and 10 per cent next year.

[Interprétation]

M. Prud'homme: Du côté des 75 p. 100 ou des 25 p. 100? Ou des deux?

M. Robinson: Je ne crois pas qu'il y ait autant de non-Canadiens que prévu.

M. Prud'homme: Je ne crois pas que cela fasse partie du mandat du Comité, mais j'aimerais poser une autre question. En ce qui concerne la location des ambassades—politique que j'approuve depuis que j'ai vu certaines des ambassades que le Canada a achetées au lieu de les louer dans certains pays—je me demandais simplement si cette politique doit prendre fin, et à l'avenir, est-ce que nous allons les acheter au lieu de les louer? C'est très important, selon moi. Cela représente une dépense considérable. Je crois que les personnes que nous avons rencontrées il y a quelques années—et je ne tiens pas à nommer qui que ce soit—se sont avérées d'excellents administrateurs en achetant des ambassades à l'avance plutôt que de les louer. Je croyais que ces achats auraient fait partie des intérêts du Canada à l'étranger, mais après votre question, je me rends compte qu'il n'en est rien . . .

M. MacEachen: Monsieur le président, à l'heure actuelle on a tendance à acheter plutôt qu'à louer chaque fois qu'il est possible de le faire. Je crois comprendre que l'analyse du Conseil du trésor appuie les avantages à long terme de l'acquisition des propriétés par le gouvernement.

M. Prud'homme: Une dernière question, monsieur le président, car j'ai surveillé le temps accordé à chaque député et je veux m'y conformer également. Nous avons parlé de la hausse du coût du passeport et il en est question au crédit 15a. A-t-on pris une décision finale après que la Commission ait jugé la hausse excessive? Le prix de chaque passeport sera augmenté de \$10 à \$12 ou \$13. A-t-on pris une décision en vue de revenir au coût antérieur ou de suivre les directives du Bill C-73, sur lequel nous voterons ce soir, du moins je l'espère.

M. MacEachen: Nous avons bel et bien augmenté les passeports de \$10 à \$12.

M. Prud'homme: Ne croyez-vous pas que le gouvernement devrait faire preuve de leadership et n'imposer qu'une hausse de 10 p. 100 et fixer le prix à \$11? Je vous donne peut-être l'impression d'être pointilleux. Je vois certains de mes collègues, probablement extrêmement riches, qui rient puisque la différence entre \$10 et \$12 n'est pas tellement grande—certains ne s'en soucient peut-être pas, mais si l'on veut prêcher par l'exemple, je ne vois pas pourquoi nous ne reviendrions pas au moins à \$11. Je préférerais \$10.

M. MacEachen: Monsieur le président, M. O'Toole voudra peut-être ajouter quelques observations, mais il existe un fonds de roulement réservé aux passeports, et notre objectif est d'établir un taux à long terme qui défraiera les services accordés aux citoyens à Ottawa et la distribution dans les centres à l'extérieur de la capitale. Nous visons l'établissement d'un prix capable de défrayer les services. C'est la raison de cette hausse. J'espère que nous serons conformes aux dispositions du programme anti-inflationniste.

M. Prud'homme: J'aurais une autre brève question à cet égard, monsieur. Je comprends la raison, mais puis-je suggérer au ministre, afin de lui éviter une critique inutile, d'augmenter le tarif de 10 p. 100 cette année et de 10 p. 100 l'an prochain.